

S42A1  
C33  
1994/95  
1  
QL  
P. gouv.



Gouvernement du Québec  
Ministère de la  
Sécurité publique

---

# **CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 1994-1995**

---



Gouvernement du Québec  
Ministère de la  
Sécurité publique

ASSEMBLÉE NATIONALE  
REÇU

'94 AVR 14 16:21

---

# **CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 1994-1995**

---

# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

## CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1994-1995

#### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Programme 01      Recherche des causes et des circonstances des décès . . . . .	1
Programme 02      Contrôle des alcools, des courses et des jeux . . . . .	5
Programme 03-01    Services correctionnels . . . . .	10
Programme 03-02    Commission québécoise des libérations conditionnelles . . . . .	15
Programme 04      Sécurité et prévention . . . . .	20
Programme 05-01    Commissaire à la déontologie policière . . . . .	25
Programme 05-02    Comité de déontologie policière . . . . .	30
Programme 06      Sûreté du Québec . . . . .	34
Programme 07      Administration . . . . .	39
Programme 05-03    Inspectorat . . . . .	44
Programme 08      Sécurité civile . . . . .	47

Identification	Numéro	Titre
Programme	01	Recherche des causes et des circonstances des décès
Élément		
Responsable	Me Pierre Morin, coroner en chef	

MANDAT

En vertu de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2), le coroner est un officier public qui a compétence à l'égard de tout décès survenu au Québec, de même que sur tout mode de disposition, au Québec, du cadavre de toute personne décédée hors du Québec dans des circonstances obscures ou violentes, ou dont les causes médicales probables du décès sont inconnues.

Certains types de décès doivent lui être obligatoirement signalés:

- décès pour lequel l'identité de la personne est inconnue;
- décès survenu dans des circonstances obscures ou violentes;
- décès dont un médecin ne peut établir la cause probable;
- décès survenu dans un des lieux suivants:  
  
centres de détention et pénitenciers, centres d'accueil de la classe des centres de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), familles d'accueil, garderies, postes de police et établissements où des personnes sont admises en cure fermée;
- décès survenu à l'occasion d'un sinistre.

A l'égard de ces décès, le coroner doit établir au moyen d'une investigation et, le cas échéant, au moyen d'une enquête:

1. l'identité de la personne décédée;
2. la date et le lieu du décès;
3. les causes probables du décès, à savoir les maladies, les états morbides, les traumatismes ou les intoxications qui ont causé le décès ou y ont abouti ou contribué;
4. les circonstances du décès.

A l'occasion d'une investigation ou d'une enquête, le coroner peut faire des recommandations visant une meilleure protection de la vie humaine.

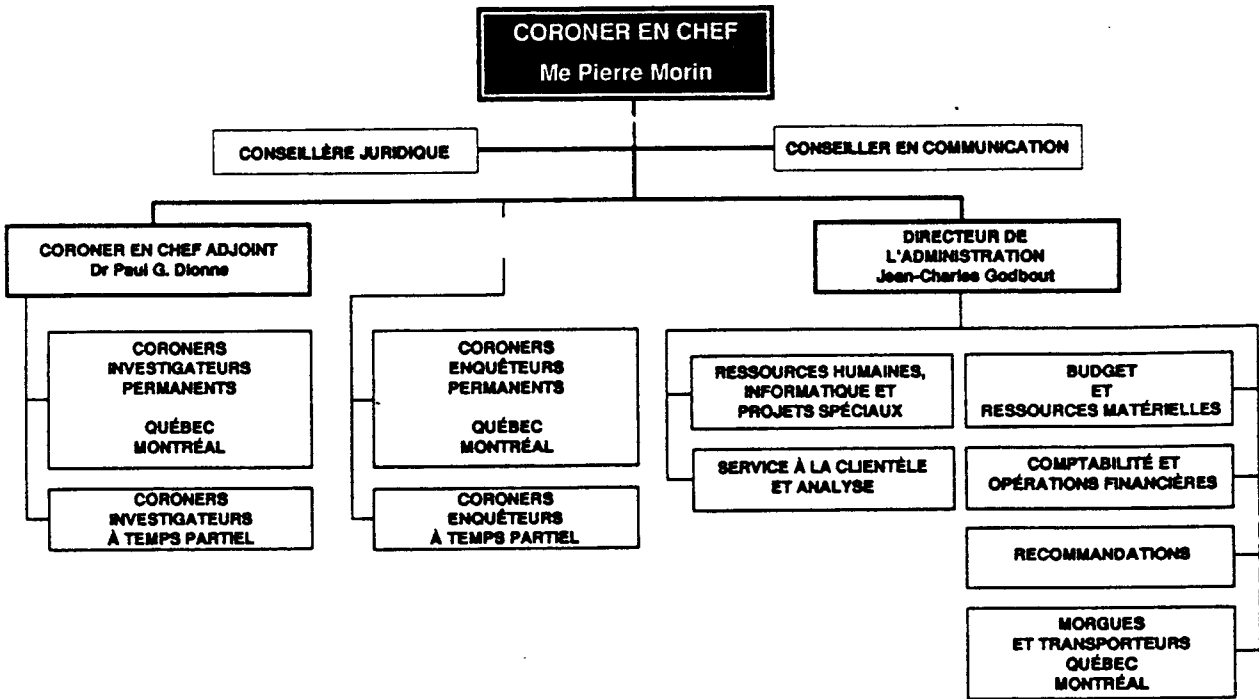
Le coroner doit exercer son mandat en respectant les droits de toutes les personnes impliquées et fournir aux personnes intéressées et au public les informations en droit d'être exigées.

En somme, la mission du coroner est donc de:

- " rechercher les informations pertinentes suite aux décès obscurs ou violents afin de satisfaire le besoin de savoir, de contribuer à l'étude et à la prévention de ces types de décès, de faciliter la reconnaissance et l'exercice des droits et des recours et d'informer le public"

ORGANISATION

Organigramme



Sommaire des effectifs

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Administrateurs d'Etat	1	1	0	0,0
Cadres supérieurs	2	2	0	0,0
Coroners permanents	11	11	0	0,0
Cadres intermédiaires				
Professionnels	8	8	0	0,0
Techniciens	10	10	0	0,0
Personnel de bureau	19	19	0	0,0
Agents de la paix				
Ouvriers	8	9	(1)	(11,1)
Effectif régulier autorisé	59	60	(1)	(1,7)
Effectif total autorisé	60	61	(1)	(1,6)

# SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

PROGRAMME: 01. Recherche des causes et des circonstances des décès

ÉLEMENT :

RESPONSABLE: Me Pierre Morin, coroner en chef

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-95	Crédits 1993-94	Augmentation (Diminution)	
			\$	%
<b>1- Fonctionnement- personnel</b>				
1- Traitements réguliers	2 908,5	2 948,5	(40,0)	(1,4)
2- Autres rémunérations	38,1	38,1	0,0	0,0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>2 946,6</b>	<b>2 986,6</b>	<b>(40,0)</b>	<b>(1,3)</b>
<b>2- Fonctionnement- autres dépenses</b>				
3- Communications	220,1	248,1	(28,0)	(11,3)
4- Services	2 279,3	2 526,2	(246,9)	(9,8)
5- Entretien et réparation	25,5	25,0	0,5	2,0
6a- Loyers de la SIQ	803,2	981,2	(178,0)	(18,1)
6b- Autres loyers	13,7	13,4	0,3	2,2
7- Fournitures	85,6	83,8	1,8	2,1
8- Equipement	20,4	20,0	0,4	2,0
11- Autres dépenses	1,0	1,0	0,0	0,0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>3 448,8</b>	<b>3 898,7</b>	<b>(449,9)</b>	<b>(11,5)</b>
<b>4- Capital- autres dépenses</b>				
8- Matériel et équipement	20,4	20,0	0,4	2,0
<b>5- Transfert</b>				
10- Transfert				
<b>13- Prêts, placements et avances</b>				
	3,0	3,0	0,0	0,0
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>6 418,8</b>	<b>6 908,3</b>	<b>(489,5)</b>	<b>(7,1)</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	<b>59</b>	<b>60</b>	<b>(1)</b>	<b>(1,7)</b>
<b>Effectif total autorisé</b>	<b>60</b>	<b>61</b>	<b>(1)</b>	<b>(1,6)</b>

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1994-95	1993-94	Variation	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	2 946,6	2 986,6	(40,0)	(1,3)
Fonctionnement- autres dépenses	3 448,8	3 898,7	(449,9)	(11,5)
Capital	20,4	20,0	0,4	2,0
Transfert				
Prêts, placements et avances	3,0	3,0	0,0	0,0
TOTAL	6 418,8	6 908,3	(489,5)	(7,1)

. Explication des écarts par super-catégorie

**Fonctionnement-personnel: ( 40,0 k\$)**

La diminution observée à cette super-catégorie est le résultat de l'application du plan de réduction des effectifs.

**Fonctionnement- autres dépenses: (449,9 k\$)**

La diminution des crédits à cette super-catégorie résulte principalement de la rationalisation des espaces occupés, impliquant une réduction de 178,0 k\$ au niveau des loyers de la SIQ, de la diminution du nombre d'avis aux coroners qui permet des économies de 186,9 k\$ au niveau des dépenses reliées aux investigations et d'une diminution du coût des enquêtes de l'ordre de 85,0 k\$.

**Capital: 0,4 k\$**

L'augmentation des crédits résulte de l'application des paramètres d'indexation.

(en milliers de dollars)

Identification	Numéro	Titre
Programme	02	Contrôle des alcools, des courses et des jeux
Élément	01	
Responsable	Me Ghislain K.-Laflamme	

## MANDAT

La Régie des alcools, des courses et des jeux a été constituée lors de l'entrée en vigueur, le 14 juillet 1993, de la plupart des articles de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.Q. 1993, C-39).

En vertu des dispositions de cette loi, la Régie est chargée de l'administration de la Loi sur les courses (L.R.Q., c. C-72.1), de la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6), de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) et de la section III de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., c. S-13). La Régie surveille également l'application des règlements relatifs aux systèmes de loterie des casinos d'État ou aux appareils de loteries vidéo, lesquels sont édictés en vertu de la Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., c. S-13.1).

Ainsi, depuis le 14 juillet 1993, la Régie régit et surveille la tenue des concours publicitaires, l'exploitation des appareils d'amusement, la mise en place des appareils de loterie vidéo, l'opération des casinos d'État et des systèmes de loterie qui y sont exploités. Depuis le 27 octobre 1993, la Régie exerce aussi ses fonctions à l'égard des courses de chevaux, de l'élevage et de l'entraînement de chevaux de course et de l'exploitation éventuelle des salles de paris sur les courses de chevaux.

La Régie est un organisme à vocations multiples. Dans le cadre de sa mission, elle émet, suspend ou révoque les permis, licences, autorisations et certificats d'immatriculation ou d'enregistrement prescrits sous le régime des lois dont l'administration est confiée.

Comme organisme de régulation, la Régie est chargée, entre autres, de la préparation de règlements relatifs aux activités des détaillants et à celles des fabricants de boissons alcooliques. En ce qui a trait aux appareils de loteries vidéo, aux casinos d'État ou aux boissons alcooliques la Régie peut, notamment, adopter des règles ou règlements en ce qui concerne les normes, restrictions ou prohibitions relatives à la promotion, à la publicité ou aux programmes éducatifs.

Comme organisme quasi judiciaire, la Régie est chargée des convocations de détenteurs de permis de détaillants et de fabricant en raison de comportements contraires à certaines lois, à certains règlements, à l'intérêt ou à la tranquillité du public. Dans le cadre de l'émission des licences de fabricant ou de manufacturier d'appareils de loterie vidéo, la Régie procède également à des auditions afin d'évaluer si les entreprises requérant ce type de licences respectent les exigences prescrites par les lois, règlements et règles applicables à ce secteur d'activité, et ce notamment en regard de l'intérêt public. La Régie est également chargée des auditions des demandes d'opposition des citoyens et elle a, en outre, compétence exclusive pour instruire et décider de tout litige entre l'organisateur du bingo et la personne ou l'organisme au bénéfice duquel celui-ci est organisé.

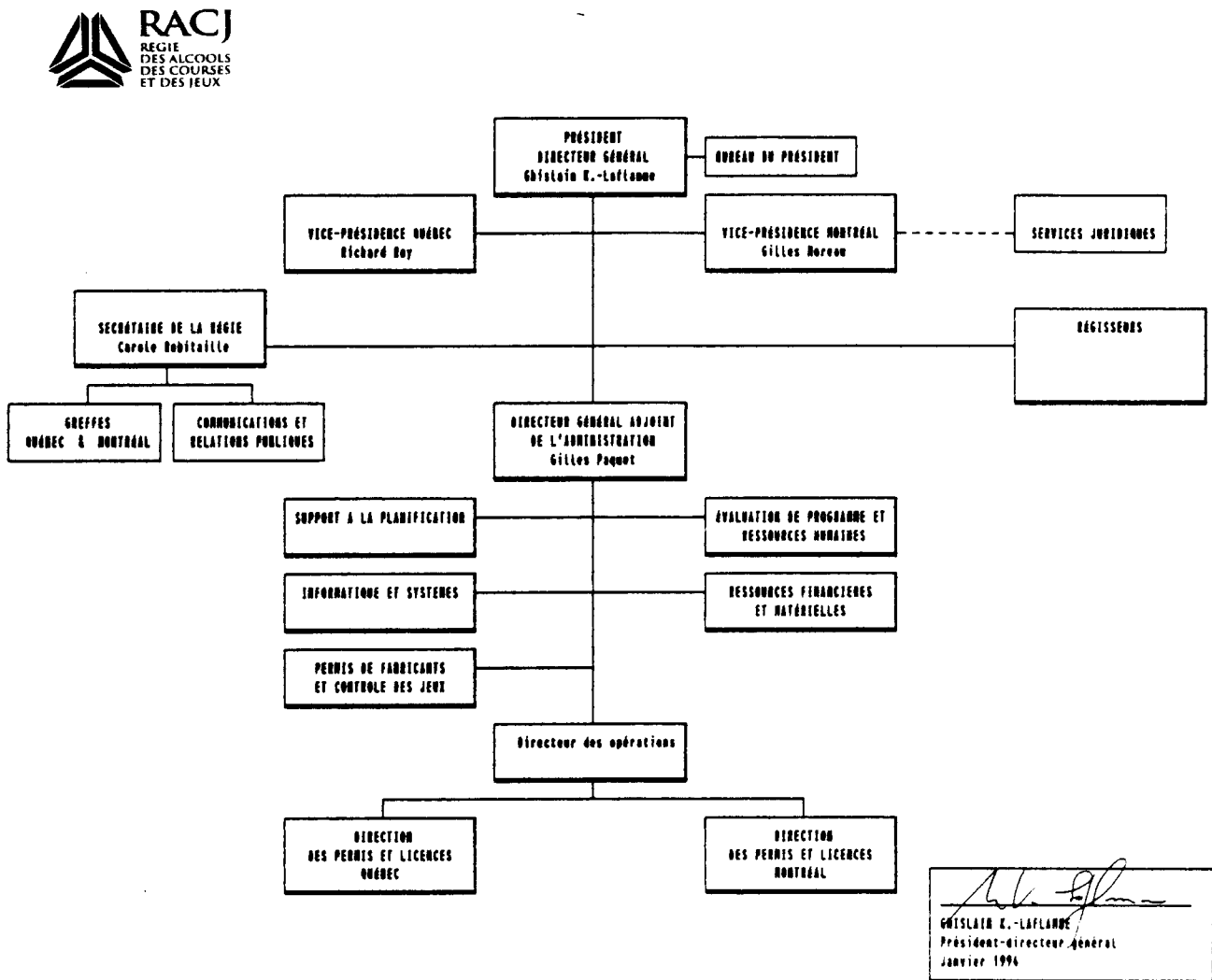
Identification	Numéro	Titre
Programme	02	Contrôle des alcools, des courses et des jeux
Élément	01	
Responsable	Me Ghislain K.-Laflamme	

**MANDAT**

Comme organisme de contrôle, la Régie autorise l'exploitation des débits de boisson et des activités des fabricants, contrôle la publicité sur les boissons alcooliques et les activités promotionnelles et finalement atteste l'authenticité de l'origine du vin. Elle supervise aussi les concours publicitaires, les systèmes de loterie, l'exploitation des appareils d'amusement, les loteries vidéo, les casinos d'État, les courses de chevaux ainsi que l'élevage et l'entraînement des chevaux de course. La Régie veille à la sécurité du public lors des activités relatives aux courses ou aux loteries, concours publicitaires et appareils d'amusement.

Enfin, la Régie a le pouvoir de conclure des ententes avec un autre gouvernement, l'un de ses ministres ou une organisation internationale. Elle possède, en outre, des pouvoirs de vérification, d'enquête, d'inspection et de saisie relativement à l'application des lois, règles et règlements dont l'administration lui est confiée.

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1994- 1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Membres d'organismes	19	19	-	-
Cadres supérieurs	6	6	-	-
Cadres intermédiaires	4	4	-	-
Professionnels	18	18	-	-
Techniciens	43	40	3	7,5
Personnel de bureau	74	77	(3)	(3,9)
Agents de la paix	-	-	-	-
Ouvriers	1	1	-	-
Effectif régulier autorisé	165	165	0	0
Effectif total autorisé	178	170	8	4,7

# SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

PROGRAMME: 02 - Contrôle des alcools, des courses et des jeux

ÉLÉMENT: 01

RESPONSABLE: Me Ghislain K-Laflamme

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Fonctionnement-personnel</b>				
1 - Traitements réguliers	6 160,9	6 096,8	64,1	1,1
2 - Autres rémunérations	825,7	437,2	388,5	88,9
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>6 986,6</b>	<b>6 534,0</b>	<b>452,6</b>	<b>6,9</b>
<b>2 - Fonctionnement-autres dépenses</b>				
3 - Communications	920,2	764,8	155,4	20,3
4 - Services	1 172,1	1 062,8	109,3	10,3
5 - Entretien et réparation	78,3	83,6	(5,3)	(6,3)
6a - Loyers de la SIQ	1 917,6	1 805,7	111,9	6,2
6b - Autres loyers	39,1	36,1	3,0	8,3
7 - Fournitures	292,5	229,3	63,2	27,6
8 - Équipements	34,9	45,0	(10,1)	(22,4)
11 - Autres dépenses	4,4	8,5	(4,1)	(48,2)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>4 459,1</b>	<b>4 035,8</b>	<b>423,3</b>	<b>10,5</b>
<b>4 - Capital-autres dépenses</b>				
8 - Matériel et équipement	41,8	40,9	0,9	2,2
<b>5 - Transfert</b>				
10 - Transfert	2,1	2,1	0	0
<b>13 - Prêts, placements et avances</b>				
	7,7	7,7	0	0
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>11 497,3</b>	<b>10 620,5</b>	<b>876,8</b>	<b>8,3</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	165	165	0	0
<b>Effectif total autorisé</b>	178	170	8	4,7

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	6 986,6	6 534,0	452,6	6,9
Fonctionnement-autres dépenses	4 459,1	4 035,8	423,3	10,5
Capital	41,8	40,9	0,9	2,2
Transfert	2,1	2,1	0	0
Prêts, placements et avances	7,7	7,7	0	0
TOTAL	11 497,3	10 620,5	876,8	8,3

. Explication des écarts par super-catégorie

**Fonctionnement-personnel : 452,6 k\$**

Cette augmentation résulte de l'allocation des ressources additionnelles requises pour l'application de la loi instituant la Régie des alcools, des courses et des jeux.

**Fonctionnement-autres dépenses : 423,3 k\$**

L'augmentation des crédits à cette super-catégorie résulte de l'allocation des ressources additionnelles requises pour l'application de la loi instituant la Régie des alcools, des courses et des jeux (276,5 k\$), de l'application des paramètres d'indexation (84,8 k\$) et de la nouvelle tarification des loyers SIQ (62,0 k\$).

**Capital : 0,9 k\$**

Cette augmentation correspond à l'application des paramètres d'indexation.

Identification	Numéro	Titre
Programme	03	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	01	Services correctionnels
Responsable	M. Normand Carrier, sous-ministre associé	

**MANDAT**

En tant que composante du système de justice pénale, la Direction générale des services correctionnels, en association avec les éléments concernés de la communauté, a pour mission:

- . d'éclairer les intervenants judiciaires sur tous les aspects devant permettre l'imposition des mesures non sentencielles et sentencielles appropriées;
- . d'administrer les décisions du tribunal et les demandes des autres référants judiciaires en favorisant auprès des personnes qui leur sont confiées la prise en charge de leurs responsabilités, et ce dans le respect de leurs droits;
- . de favoriser la réinsertion sociale des personnes contrevenantes.

Ce faisant, contribuer à une meilleure protection de la société dans une perspective de développement social.

**RÔLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES**

Le volet administratif, c'est-à-dire le rôle de support et de conseil auprès du Sous-ministre associé et des gestionnaires des Services correctionnels, est assumé par trois directions.

La Direction du bureau du Sous-ministre associé participe à l'élaboration des orientations, des objectifs et des politiques générales des Services correctionnels et exerce un suivi des dossiers en matière de développement organisationnel et de gestion des ressources humaines. De plus, elle assure la gestion du secrétariat exécutif, des communications et de la politique de concertation.

La Direction de la gestion des ressources financières et des systèmes informe la Direction générale de la performance opérationnelle et administrative; coordonne les processus reliés au cycle budgétaire et en assure le suivi financier; coordonne les processus reliés au développement des systèmes d'information et en assure le pilotage; conseille et oriente l'ensemble de la Direction générale en matière de gestion et de systèmes d'information.

La Direction des politiques correctionnelles et du développement communautaire coordonne les processus reliés à la planification stratégique et la recherche, le développement et l'évaluation des politiques et des programmes à portée correctionnelle; conseille et supporte la Direction générale en matière de relations intergouvernementales et d'interventions communautaires; sensibilise la communauté à la réalité correctionnelle; coordonne et supporte les partenaires communautaires; gère un budget de dépenses de transfert pour l'achat de programmes communautaires et des projets de recherche. Parmi les partenaires communautaires, on compte des centres résidentiels communautaires, des centres d'hébergement communautaires et des foyers d'accueil.

Le volet opérationnel est assumé par les Directions de la détention et de la probation.

La Direction de la détention s'occupe de normaliser les aspects sécuritaires, les procédures administratives, l'équipement des établissements de détention et de contrôler les transfèrements entre les établissements de détention.

La Direction s'occupe aussi d'assurer la présence, la qualité et l'efficacité des services professionnels dans les établissements de détention et l'évolution, le suivi et l'implantation des programmes institutionnels.

Identification	Numéro	Titre
Programme	03	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	01	Services correctionnels
Responsable	M. Normand Carrier, sous-ministre associé	

**MANDAT**

Elle élabore et supervise l'application de programmes d'entraînement pour les employés des établissements de détention.

Elle s'assure de l'implantation et de la supervision, dans chaque établissement de détention, d'un comité de discipline, d'absences temporaires et de travail rémunéré.

Le volet opérationnel s'exerce principalement dans le réseau de la détention qui compte 24 établissements répartis sur le territoire de la province.

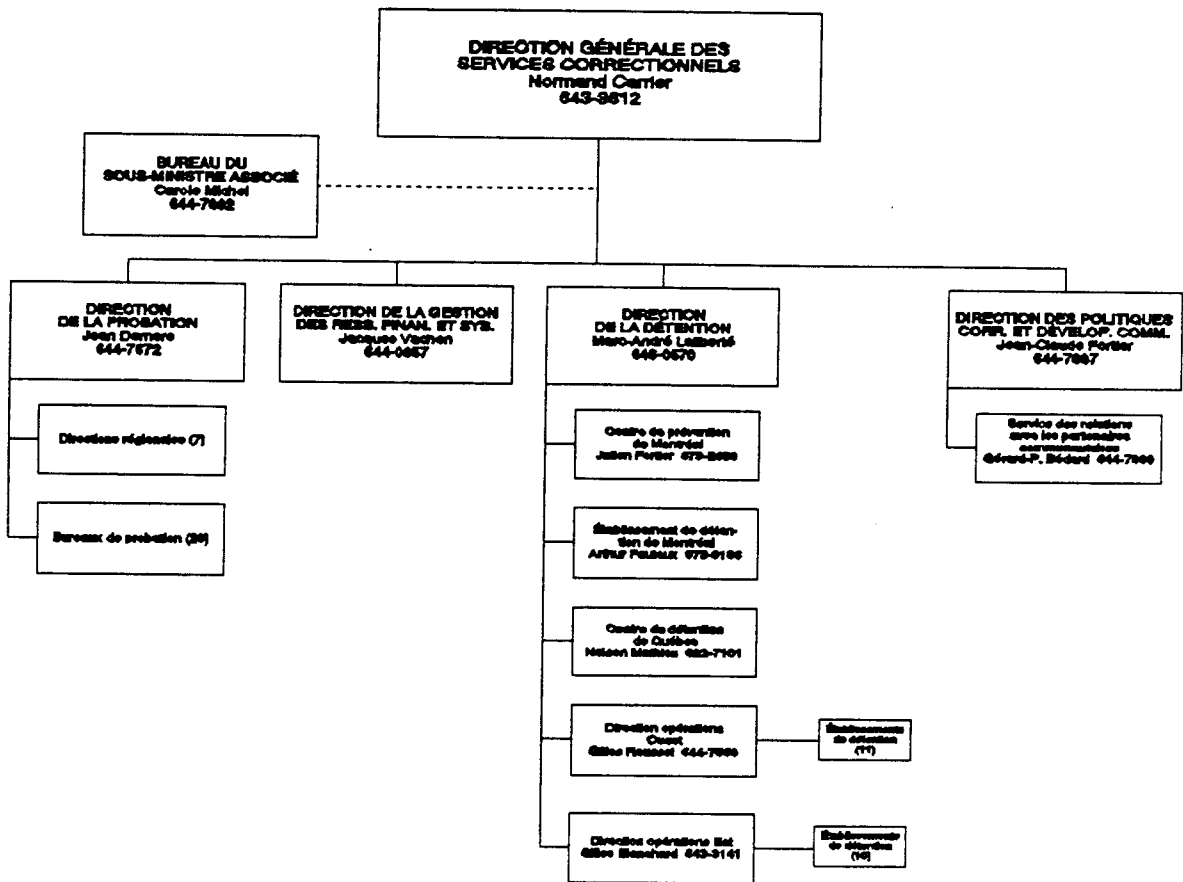
Le rôle de la Direction de la probation découle principalement de trois lois: la Loi sur les Services correctionnels, la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la partie XXIII du Code criminel (articles 735 à 740).

A l'intérieur des limites fixées par ce cadre juridique, elle assiste les cours de justice et la Commission québécoise des libérations conditionnelles. Elle assure également la surveillance des adultes qui font l'objet d'une mesure probatoire ou d'une libération conditionnelle.

De plus, elle gère le programme Alcofrein qui est une mesure probatoire éducative ainsi que le programme de travaux compensatoires (P.T.C.), qui, pour sa part, est une mesure alternative à l'incarcération pour les personnes démunies financièrement et incapables de s'acquitter d'une amende.

La Direction de la probation compte 7 directions régionales et 23 bureaux locaux de probation répartis sur le territoire de la province.

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1	0	0,0
Cadres supérieurs	14	15	(1)	(6,7)
Cadres intermédiaires	359	388	(29)	(7,5)
Professionnels	361	365	(4)	(1,1)
Techniciens	60	60	0	0,0
Personnel de bureau	285	289	(4)	(1,4)
Agents de la paix	1 617	1 617	0	0,0
Ouvriers	161	161	0	0,0
Effectif régulier autorisé	2 858	2 896	(38)	(1,3)
Effectif total autorisé	2 997	3 165	(168)	(5,3)

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

PROGRAMME: Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants

ÉLÉMENT: Services correctionnels

RESPONSABLE: Monsieur Normand Carrier, sous-ministre associé

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Fonctionnement-personnel</b>				
1 - Traitements réguliers	123 661,8	127 307,6	(3 645,8)	(2,9)
2 - Autres rémunérations	7 676,5	10 017,8	(2 341,3)	(23,4)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>131 338,3</b>	<b>137 325,4</b>	<b>(5 987,1)</b>	<b>(4,4)</b>
<b>2 - Fonctionnement-autres dépenses</b>				
3 - Communications	3 584,0	3 733,3	(149,3)	(4,0)
4 - Services	18 451,5	20 790,2	(2 338,7)	(11,2)
5 - Entretien et réparation	1 877,8	1 299,6	578,2	44,5
6a - Loyers de la SIQ	48 138,1	48 081,0	57,1	0,1
6b - Autres loyers	212,5	190,0	22,5	11,8
7 - Fournitures	10 091,5	10 438,8	(347,3)	(3,3)
8 - Équipements	266,5	506,6	(240,1)	(47,4)
11 - Autres dépenses	46,5	120,2	(73,7)	(61,3)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>82 668,4</b>	<b>85 159,7</b>	<b>(2 491,3)</b>	<b>(2,9)</b>
<b>4 - Capital-autres dépenses</b>				
8 - Matériel et équipement	693,0	965,0	(272,0)	(28,2)
<b>5 - Transfert</b>				
10 - Transfert	522,3	579,3	(57,0)	(9,8)
<b>13 - Prêts, placements et avances</b>				
	10,0	10,0	0,0	0,0
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>215 232,0</b>	<b>224 039,4</b>	<b>(8 807,4)</b>	<b>(3,9)</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	<b>2 858</b>	<b>2 896</b>	<b>(38)</b>	<b>(1,3)</b>
<b>Effectif total autorisé</b>	<b>2 997</b>	<b>3 165</b>	<b>(168)</b>	<b>(5,3)</b>

## ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

## . Sommaire des crédits

## Services correctionnels

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	131 338,3	137 325,4	(5 987,1)	(4,4)
Fonctionnement-autres dépenses	82 668,4	85 159,7	(2 491,3)	(2,9)
Capital	693,0	965,0	(272,0)	(28,2)
Transfert	522,3	579,3	(57,0)	(9,8)
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
TOTAL	215 232,0	224 039,4	(8 807,4)	(3,9)

**EXPLICATIONS DES ÉCARTS SIGNIFICATIFS PAR SUPER-CATÉGORIES****Fonctionnement - personnel: (5 987,1 K\$)**

La diminution des crédits à cette super-catégorie résulte de l'application du plan de réduction des effectifs (3 805,4 K\$), de l'application des compressions 1993-1994 qui avaient été reportées à 1994-1995 (1 368,3 K\$) et de l'augmentation de la productivité dans les services centraux (270,0 K\$) ainsi qu'en matière de comparutions (543,4 K\$).

**Fonctionnement - autres dépenses: (2 491,3 K\$)**

La diminution observée à cette super-catégorie résulte également de l'application des compressions 1993-1994 qui avaient été reportées à 1994-1995 (1 653,0 K\$) et de diverses autres mesures de rationalisation des dépenses (838,3 K\$), notamment au chapitre des télécommunications.

**Capital: (272,0 K\$)**

La diminution des crédits à cette super-catégorie résulte d'une rationalisation des dépenses relatives à la flotte de véhicules et au parc d'équipements informatiques.

**Transfert: (57,0 K\$)**

La diminution des crédits à cette super-catégorie résulte d'une réduction du budget consacré aux subventions accordées, notamment à la recherche.

Identification	Numéro	Titre
Programme	03	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	02	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Responsable	Renée Collette, présidente	

**MANDAT**

La libération conditionnelle est une mesure d'application de la sentence d'emprisonnement, en ce sens qu'elle intervient en cours d'exécution de cette sentence et a pour seul objet d'en modifier les modalités d'application.

Les deux grands axes de la mission et du mandat légal de la Commission québécoise des libérations conditionnelles sont la protection du public et la réinsertion sociale des personnes contrevenantes. La Commission a pour mandat fondamental d'octroyer ou de refuser une libération conditionnelle à toute personne détenue pour plus de six mois dans un établissement de détention de juridiction provinciale.

En vertu de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, la Commission québécoise des libérations conditionnelles doit procéder à l'examen du cas de la personne détenue au moment de son admissibilité à une libération conditionnelle totale, soit généralement au 1/3 de la sentence d'incarcération, à moins que cette personne n'y renonce par écrit. Celle-ci n'a donc pas à en faire la demande pour que l'on procède à son audience.

Il importe également de souligner qu'en vertu d'ententes fédérales-provinciales, certaines catégories de personnes détenues de juridiction fédérale sont incarcérées dans des établissements de détention provinciaux. C'est le cas de la majorité des femmes condamnées au Québec, ainsi que de celui de certains détenus de sexe masculin. Ces mesures d'exception s'appliquent pour des raisons d'ordre pratique ou humanitaire. Ces personnes sont également rencontrées par la Commission de façon automatique lorsqu'elles deviennent admissibles à une libération conditionnelle.

En vertu des dispositions prévues par la loi fédérale, la Commission exerce également sa juridiction en ce qui concerne l'administration d'un régime de semi-liberté, généralement au 1/6 de la sentence, pour les cas sous entente fédérale-provinciale.

Au Québec, la personne détenue a le droit d'être présente à l'audience et d'être représentée ou assistée par toute personne de son choix, à l'exception d'une personne détenue dans un autre centre de détention. Les audiences sont tenues dans les vingt-quatre (24) établissements de détention du Québec par deux commissaires, soit un membre à plein temps et un membre à temps partiel, aussi appelé commissaire communautaire. La Commission prend sa décision après avoir consulté l'administrateur de l'établissement de détention et en tenant compte de la personnalité et du comportement de la personne détenue, de sa capacité à remplir ses obligations, de ses projets, de ses relations familiales et sociales, de ses emplois antérieurs, de ses aptitudes au travail, de son casier judiciaire et de sa conduite pendant une période d'absence temporaire accordée en vertu de la Loi sur les services correctionnels ou pendant la période de détention ou une libération conditionnelle. La décision de la Commission est rendue à la majorité des voix. Elle est motivée et communiquée verbalement et par écrit à la personne détenue, généralement le même jour.

L'octroi d'une libération conditionnelle est toujours assorti de six conditions obligatoires. Le cas échéant, des conditions spécifiques peuvent également être imposées selon la situation particulière de chaque personne libérée sous conditions. Un manquement à ces conditions ou une récidive peuvent entraîner une suspension et/ou une révocation de la libération conditionnelle.

Identification	Numéro	Titre
Programme	03	Garde des détenus en réinsertion sociale des délinquants
Élément	02	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Responsable	Renée Collette, présidente	

**MANDAT**

La surveillance des personnes en libération conditionnelle peut être régulière ou intensive. Cette surveillance est confiée à la direction de la Probation, organisme habilité à leur fournir l'information, l'aide et les conseils les plus adéquats, et finalement à exercer un contrôle approprié sur leurs activités et sur leurs comportements.



# SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

**PROGRAMME:** 03 - Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants

**ÉLÉMENT:** 02 - Commission québécoise des libérations conditionnelles

**RESPONSABLE:** Renée Collette, présidente

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Fonctionnement-personnel</b>				
1 - Traitements réguliers	1 695,2	1 649,7	45,5	2,8
2 - Autres rémunérations	25,3	47,8	(22,5)	(47,0)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 720,5</b>	<b>1 697,5</b>	<b>23,0</b>	<b>1,4</b>
<b>2 - Fonctionnement-autres dépenses</b>				
3 - Communications	256,8	245,2	11,6	4,7
4 - Services	287,5	224,4	63,1	28,1
5 - Entretien et réparation	9,0	5,7	3,3	57,9
6a - Loyers de la SIQ	360,5	341,9	18,6	5,5
6b - Autres loyers	15,8	3,5	12,3	351,4
7 - Fournitures	24,5	17,2	7,3	42,5
8 - Équipements	5,0	3,1	1,9	61,3
11 - Autres dépenses	0	0	0	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>959,1</b>	<b>841,0</b>	<b>118,1</b>	<b>14,1</b>
<b>4 - Capital-autres dépenses</b>				
8 - Matériel et équipement	10,2	10,0	0,2	2,0
<b>5 - Transfert</b>				
10 - Transfert	0	0	0	0
<b>13 - Prêts, placements et avances</b>				
	1,2	1,2	0	0
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 691,0</b>	<b>2 549,7</b>	<b>141,3</b>	<b>5,6</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Effectif total autorisé</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	1 720,5	1 697,5	23,0	1,4
Fonctionnement-autres dépenses	959,1	841,0	118,1	14,1
Capital	10,2	10,0	0,2	2,0
Transfert	0	0	0	0
Prêts, placements et avances	1,2	1,2	0	0
TOTAL	2 691,0	2 549,7	141,3	5,6

. Explication des écarts par super-catégorie

**Fonctionnement-personnel: 23,0 k\$**

Cette augmentation de crédits résulte d'un réaménagement budgétaire en provenance de la super-catégorie «Fonctionnement-autres dépenses» (23,0 k\$).

**Fonctionnement-autres dépenses: 118,1 k\$**

Cet écart positif s'explique par un ajustement à l'enveloppe des loyers SIQ (18,6 k\$), par un ajustement consenti pour régler une problématique de sous-budgétisation à la super-catégorie «Fonctionnement-autres dépenses» (76,3 k\$) et par un réaménagement budgétaire au bénéfice des autres super-catégories de dépenses (23,2 k\$).

**Capital: 0,2 k\$**

Cet écart résulte d'un réaménagement budgétaire en provenance de la super-catégorie «Fonctionnement-autres dépenses» (0,2 k\$).

Identification	Numéro	Titre
Programme	04	Sécurité et prévention
Élément	01-02-03	
Responsable	M. Charles Côté, sous-ministre associé	

**MANDAT**

La Direction générale de la sécurité et de la prévention a pour mandat de conseiller le Ministre en matière d'organisation policière, de prévention de la criminalité et de sécurité publique sur une base générale.

À cette fin, la Direction générale de la sécurité et de la prévention est chargée d'élaborer et de proposer des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité et à l'amélioration des méthodes de détection et de répression du crime. Elle veille à l'application des lois relatives au milieu policier et favorise la promotion de la coordination de l'action policière et du milieu de la prévention. Au surplus, la direction générale délivre, renouvelle, suspend ou révoque les permis d'agences d'investigation ou de sécurité et s'assure que se tiennent des recherches ou enquêtes sur les incendies ou explosions à caractère suspect. Enfin, la direction est chargée d'assurer la protection des membres du Conseil exécutif et de certaines personnalités, et la sécurité de quelques édifices gouvernementaux jugés névralgiques.

La direction est également responsable du versement d'une subvention annuelle à l'Institut de police du Québec.

Afin d'accomplir adéquatement son mandat, la direction générale se subdivise en quatre directions sectorielles : la Direction des affaires policières, la Direction de la prévention, la Direction des expertises judiciaires et la Direction des services de sécurité et de protection.

**La Direction des affaires policières**

La Direction des affaires policières participe à l'administration de la Loi de police et de la Loi sur l'organisation policière. De plus, elle conseille les municipalités et les services policiers. Elle administre également la Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité et la Loi concernant les enquêtes sur les incendies.

La Direction des affaires policières est responsable de l'application des dispositions de la Loi de police relatives à l'établissement, au maintien ou à l'abolition d'un corps de police ou à la diminution de son effectif. Elle conseille les autorités du Ministère relativement à la conclusion d'ententes intermunicipales ou autres soumises à l'approbation du Ministre en matière de services policiers. Elle prépare également les dossiers pour l'émission, la révocation ou la suspension des permis d'agences d'investigation ou de sécurité, ainsi que pour la nomination des constables spéciaux. De plus, elle favorise la coordination des activités policières, notamment à la suite des questions soulevées par les tribunaux ou le Bureau du coroner, ou encore à la suite de l'adoption de différentes lois par l'Assemblée nationale. Enfin, cette direction complète son mandat de la manière suivante :

- en conseillant les autorités du Ministère relativement aux demandes d'enquêtes sur les services de police et en effectuant celles-ci lorsqu'elles le jugent nécessaire;
- en formulant aux autorités ministérielles des avis ou recommandations relativement à des modifications aux lois et aux règlements sous sa responsabilité;
- en publiant un rapport annuel sur la violence conjugale et en effectuant la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des statistiques sur la criminalité et sur la gestion des services de police municipaux.

Identification	Numéro	Titre
Programme	04	Sécurité et prévention
Élément	01-02-03	
Responsable	M. Charles Côté, sous-ministre associé	

**MANDAT****La Direction de la prévention**

La Direction de la prévention exerce principalement des fonctions favorisant le développement de la prévention de la criminalité et elle coordonne l'action des différents partenaires impliqués dans ce domaine. À cet égard, la Direction de la prévention voit à l'élaboration de politiques en matière de prévention de la criminalité, apporte sa collaboration en vue d'une action concertée des partenaires du Ministère en prévention, appuie financièrement les groupes communautaires impliqués dans cette cause et épaulé l'ensemble des activités efficientes en matière de la prévention de la criminalité.

**La Direction des expertises judiciaires**

La Direction des expertises judiciaires a pour mandat de soutenir les enquêtes policières ou judiciaires en effectuant des expertises impartiales en médecine légale, sciences judiciaires et juricomptabilité. De même, dans le contexte de l'implantation des casinos d'État au Québec, la Direction des expertises judiciaires a mis en place un plan de certification des appareils des casinos d'État et des expertises des vidéo-pokers.

En vue d'assumer ses mandats, la Direction des expertises judiciaires s'est dotée de services en analyse biologique, chimie-physique, chimie, balistique, incendie/explosion, expertise comptable, expertise de documents, médecine légale et certification des appareils de jeux.

**Institut de police du Québec (Subvention)**

La Direction générale de la sécurité et de la prévention est responsable du versement à chaque année d'une subvention annuelle à l'Institut de police du Québec pour lui permettre de remplir son mandat. L'Institut est une corporation autonome mandataire du gouvernement qui est responsable de la formation et du perfectionnement des policiers.

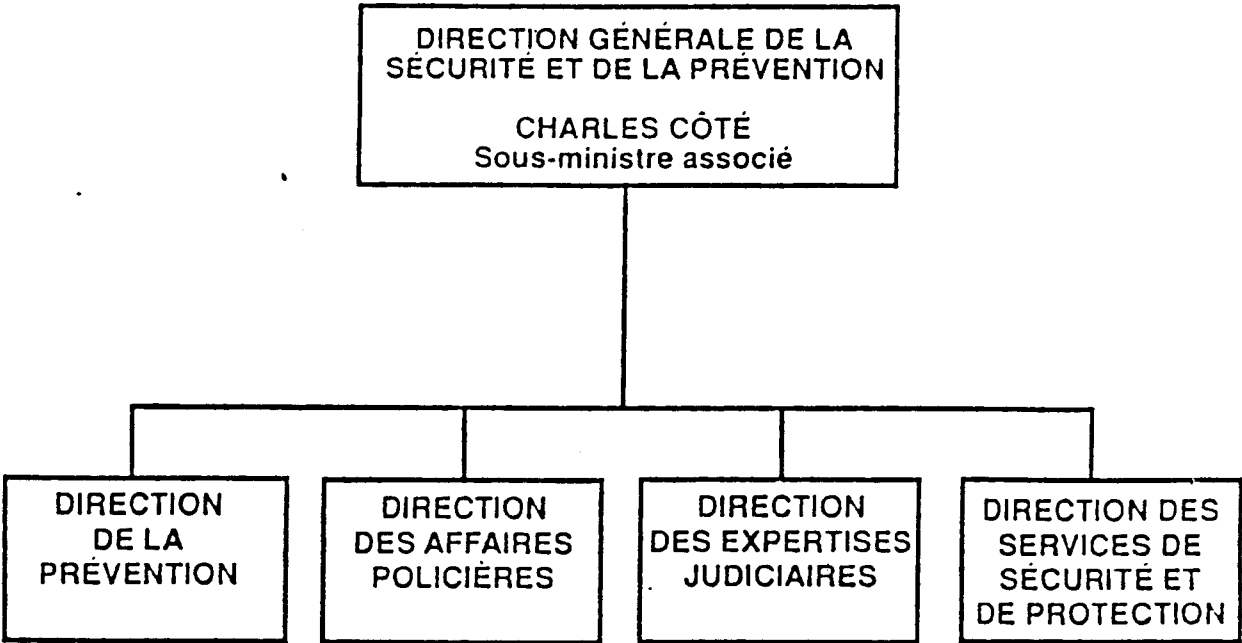
**La Direction des services de sécurité et de protection**

La Direction des services de sécurité et de protection a un double mandat. En premier lieu, elle assume la sécurité et le maintien de l'ordre dans les palais de justice et dans certains édifices gouvernementaux. De plus, elle assume la protection et le transport des membres du Conseil exécutif et de différentes personnalités désignées par le gouvernement.

À cette fin, cette direction dispose de 68 gardes du corps-chauffeurs et d'environ 280 constables spéciaux en fonction dans les palais de justice et dans certains édifices gouvernementaux. De même, la Direction a recours aux services d'agences de sécurité pour effectuer le gardiennage d'édifices gouvernementaux qui ne nécessitent pas pour autant une sécurité accordée par des constables spéciaux.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1		
Cadres supérieurs	5	5		
Cadres intermédiaires	19	21	(2)	(9)
Professionnels	72	70	2	3
Techniciens	35	35		
Personnel de bureau	42	41	1	2
Agents de la paix	348	352	(4)	(1)
Ouvriers	2	3	(1)	(33)
Effectif régulier autorisé	524	532	(8)	(1)
Effectif total autorisé	524	536	(12)	(2)

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

PROGRAMME: 04 - Sécurité et prévention

ÉLÉMENT: 01, 02, 03 (incluant les crédits permanents)

RESPONSABLE: M. Charles Côté, sous-ministre associé

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Fonctionnement-personnel</b>				
1 - Traitements réguliers	22 110,2	23 033,0	(922,8)	(4,0)
2 - Autres rémunérations		445,5	(445,5)	(100,0)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>22 110,2</b>	<b>23 478,5</b>	<b>(1 368,3)</b>	<b>(5,8)</b>
<b>2 - Fonctionnement-autres dépenses</b>				
3 - Communications	1 019,6	1 450,3	(430,7)	(30,0)
4 - Services	3 494,0	3 581,7	(87,7)	(2,4)
5 - Entretien et réparation	201,5	251,8	(50,3)	(20,0)
6a - Loyers de la SIQ	1 997,4	1 989,0	8,4	0,4
6b - Autres loyers	62,0	55,5	6,5	11,7
7 - Fournitures	743,2	767,6	(24,4)	(3,2)
8 - Équipements	53,0	65,0	(12,0)	(18,5)
11 - Autres dépenses	345,0	235,5	109,5	46,5
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>7 915,7</b>	<b>8 396,4</b>	<b>(480,7)</b>	<b>(5,7)</b>
<b>4 - Capital-autres dépenses</b>				
8 - Matériel et équipement	263,8	380,0	(116,2)	(30,6)
<b>5 - Transfert</b>				
10 - Transfert	7 275,5	7 408,7	(133,2)	(1,8)
<b>13 - Prêts, placements et avances</b>				
	3,5	3,5	0,0	0
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>37 568,7</b>	<b>39 667,1</b>	<b>(2 098,4)</b>	<b>(5,3)</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	<b>524</b>	<b>532</b>	<b>(8)</b>	<b>(1,5)</b>
<b>Effectif total autorisé</b>	<b>524</b>	<b>536</b>	<b>(12)</b>	<b>(2,2)</b>

## ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

## . Sommaire des crédits

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	22 110,2	23 478,5	(1 368,3)	(5,8)
Fonctionnement-autres dépenses	7 915,7	8 396,4	(480,7)	(5,7)
Capital	263,8	380,0	(116,2)	(30,6)
Transfert	7 275,5	7 408,7	(133,2)	(1,8)
Prêts, placements et avances	3,5	3,5	-	-
TOTAL	37 568,7	39 667,1	(2 098,4)	(5,3)

## . Explication des écarts par super-catégorie

**Fonctionnement-personnel: (1 368,3 k\$)**

Cette diminution résulte principalement des mesures de réduction de personnel (662,0 k\$). De plus, la baisse du nombre de ministres a amené une réduction du coût de la protection des personnalités politiques (568,2 k\$). La diminution s'explique également par une réduction du recours au temps supplémentaire et au paiement de primes (340,0 k\$).

Ces réductions sont atténuées légèrement par un ajout de 5 postes reliés à la certification des appareils de jeu et par d'autres facteurs (214,5 k\$).

**Fonctionnement-autres dépenses: (480,7 k\$)**

La diminution observée à cette super-catégorie s'explique notamment par une révision de la couverture de sécurité dans certains palais de justice (451,1 k\$). De plus, la réduction du nombre de membres du Conseil exécutif a eu un impact à la baisse sur les dépenses de fonctionnement du Service de protection (215,0 k\$).

Ces réductions sont toutefois atténuées par un ajout de crédits pour la certification et la vérification des appareils de jeu (55,4 k\$), par l'augmentation du budget consacré à certains types de contrats et par l'augmentation du nombre de dossiers dont la nature doit demeurer confidentielle (130,0 k\$).

**Capital: (116,2 k\$)**

La diminution de crédits résulte d'un ralentissement dans le renouvellement de la flotte automobile en raison de la réduction du nombre de membres du Conseil exécutif depuis janvier 1994 (190,0 k\$). Elle est compensée en partie par un ajout de crédits (73,8 k\$) attribuable au mandat de certification et de vérification des appareils de jeu.

**Transfert: (133,2 k\$)**

Cette réduction s'explique principalement par la diminution de la subvention accordée à l'Institut de police du Québec (118,1 k\$), en raison notamment des mesures de compression d'effectif réalisées en application de la Loi 198.

Identification	Numéro	Titre
Programme	05	Surveillance de la déontologie policière
Élément	01	
Responsable	Me Fernand Côté, Commissaire	

**MANDAT****Le contexte législatif**

L'exercice du mandat du Commissaire à la déontologie policière découle de l'application des dispositions de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., chapitre O-8.1).

**Mandat**

Le mandat principal et exclusif du Commissaire est de recevoir et d'examiner toute plainte, formulée par toute personne, relative à la conduite d'un policier ou d'un constable spécial dans l'exercice de ses fonctions et pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers.

Pour s'acquitter de son mandat, le Commissaire exerce différents pouvoirs attribués par le législateur: examiner les plaintes, tenter de concilier les parties, refuser de faire enquête, enquêter sur la conduite d'un policier ou d'un constable spécial, rejeter la plainte après enquête, transmettre s'il y a lieu le dossier au Procureur général, citer le policier à comparaître devant le Comité de déontologie policière et, enfin, le cas échéant, porter en appel les décisions du Comité.

En outre, dans l'exercice de son mandat, le Commissaire doit, notamment:

- veiller à l'application et au respect du Code de déontologie des policiers du Québec;
- attirer l'attention du ministre ou d'un directeur d'un corps de police sur les questions qu'il juge d'intérêt général en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées dans l'exercice de ses fonctions ou prévenir leur répétition;
- aviser par écrit, en cours d'examen d'une plainte, le plaignant, le policier et le directeur concerné des décisions prises ou du progrès d'une enquête;
- informer tout plaignant de son droit de faire réviser par le Comité de déontologie policière une décision du Commissaire refusant d'enquêter sur sa plainte ou rejetant sa plainte après enquête;
- tenir une enquête lorsqu'elle est ordonnée par le Comité de déontologie policière à la suite d'une demande de révision d'un plaignant dont la plainte a fait l'objet d'un refus d'enquêter par le Commissaire;
- citer un policier à comparaître lorsque le Comité de déontologie policière accueille la demande de révision d'un plaignant dont la plainte, après enquête, a été rejetée;
- exercer les autres fonctions que lui confie le ministre, notamment, lorsqu'il lui demande de tenir une enquête sur la conduite d'un policier.

Identification	Numéro	Titre
Programme	05	Surveillance de la déontologie policière
Élément	01	
Responsable	Me Fernand Côté, Commissaire	

**MANDAT**

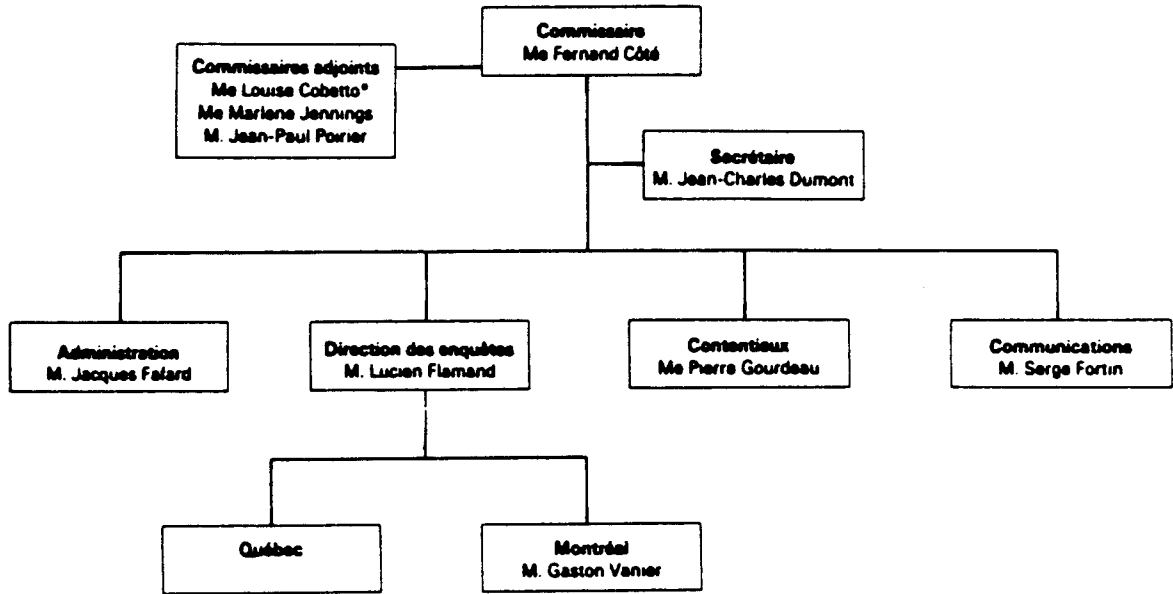
Enfin, le Commissaire peut:

- ordonner à un directeur d'un corps de police, désigné par décret du gouvernement, de tenir une enquête qu'il lui confie;
- ordonner, sur réception du rapport d'enquête, au directeur à qui il a confié celle-ci, de procéder à un complément d'enquête ou décider d'assumer le complément d'enquête;
- transmettre, après enquête, un dossier de plainte au Procureur général;
- communiquer au policier dont la conduite a fait l'objet d'une plainte des observations de nature à améliorer sa conduite professionnelle et à prévenir la violation du Code de déontologie;
- recommander au directeur d'un corps de police de soumettre un policier à une évaluation médicale ou à un stage de perfectionnement dans une institution de formation policière. Il peut également souligner à ce directeur la bonne conduite du policier comme il peut lui soumettre toute recommandation qu'il juge utile à l'application du Code de déontologie.

ORGANISATION

. Organigramme

ORGANIGRAMME  
DU BUREAU  
DU COMMISSAIRE  
À LA DÉONTOLOGIE  
POLICIÈRE



\* Me Louise Cobetto est commissaire adjointe désignée selon l'article 44 de la Loi sur l'organisation policière.

Le Commissaire  
Fernand Côté, avocat

. Sommaire des effectifs

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1		
Commissaires adjoints	3	3		
Cadres supérieurs	2	3	- 1	(33,3)
Professionnels	18	13	+ 5	38,5
Techniciens	2	2		
Personnel de bureau	10	10		
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	36	32	+ 4	12,5
Effectif total autorisé	36	32	+ 4	12,5

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

PROGRAMME: 05 - Surveillance de la déontologie policière

ÉLÉMENT: 01

RESPONSABLE: Me Fernand Côté, Commissaire

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Fonctionnement-personnel</b>				
1 - Traitements réguliers	1 885,9	1 638,2	247,7	15,1
2 - Autres rémunérations				
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 885,9</b>	<b>1 638,2</b>	<b>247,7</b>	<b>15,1</b>
<b>2 - Fonctionnement-autres dépenses</b>				
3 - Communications	201,6	290,6	(89,0)	(30,7)
4 - Services	126,9	143,6	(16,7)	(11,7)
5 - Entretien et réparation	4,0	16,0	(12,0)	(75,0)
6a - Loyers de la SIQ	483,5	463,9	19,6	4,3
6b - Autres loyers	4,5	5,0	(0,5)	(10,0)
7 - Fournitures	10,9	13,8	(2,9)	(21,1)
8 - Équipements	1,0	9,0	(8,0)	(88,9)
11 - Autres dépenses	6,2	24,2	(18,0)	(74,4)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>838,6</b>	<b>966,1</b>	<b>(127,5)</b>	<b>(13,2)</b>
<b>4 - Capital-autres dépenses</b>	<b>5,0</b>	<b>10,0</b>	<b>(5,0)</b>	<b>(50,0)</b>
8 - Matériel et équipement				
<b>5 - Transfert</b>				
10 - Transfert				
<b>13 - Prêts, placements et avances</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 730,5</b>	<b>2 615,3</b>	<b>115,2</b>	<b>4,0</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	<b>36</b>	<b>32</b>	<b>+ 4</b>	<b>12,5</b>
<b>Effectif total autorisé</b>	<b>36</b>	<b>32</b>	<b>+ 4</b>	<b>12,5</b>

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	1 885,9	1 638,2	247,7	15,1
Fonctionnement-autres dépenses	838,6	966,1	(127,5)	(13,2)
Capital	5,0	10,0	(5,0)	(50,0)
Transfert				
Prêts, placements et avances	1,0	1,0		
TOTAL	2 730,5	2 615,3	115,2	4,0

. Explication des écarts par super-catégorie

Fonctionnement-personnel: 247,7 k\$

Cet écart positif s'explique par le transfert de deux équivalents temps complet (ETC) (84,9 k\$) en provenance d'un autre programme du ministère et d'un réaménagement budgétaire en provenance des autres super-catégories des dépenses de 162,8 k\$.

Fonctionnement-autres dépenses: (127,5 k\$)

La diminution de crédits à cette super-catégorie provient d'un ajustement négatif de 19,6 k\$ effectué à l'enveloppe de loyer SIQ et d'un réaménagement budgétaire en faveur de la super-catégorie "Fonctionnement-personnel" (147,1 k\$).

Capital: (5,0 k\$)

La diminution des crédits résulte d'un réaménagement budgétaire en faveur de la super-catégorie "Fonctionnement-personnel".

IDENTIFICATION	NUMÉRO	TITRE
Programme	05	Surveillance de la déontologie policière
Élément	02	Comité de déontologie policière
Responsable	Me Claude Brazeau, président	

**MANDAT**

Le Comité est un organisme autonome, indépendant et institué en vertu de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. 0-8.1).

Le Comité a compétence exclusive pour disposer de toute citation portée par le Commissaire à la déontologie policière. Le Comité tient alors une audience publique où sont représentés le Commissaire à la déontologie policière, qui agit à titre de plaignant, et le policier visé dans la citation.

Une citation fait suite à une plainte logée chez le Commissaire au sujet de la conduite d'un policier à l'endroit des citoyens. La citation vise à faire décider par le Comité si cette conduite constitue un acte dérogatoire au Code de déontologie et peut entraîner l'imposition d'une sanction.

Le Comité a aussi juridiction pour entendre les demandes de révision logées devant lui par des personnes insatisfaites de la décision du Commissaire à la déontologie policière, lorsque ce dernier rejette la plainte d'un citoyen.

Enfin, le Comité traite les enquêtes publiques qui étaient en cours à la Commission de police avant le 1<sup>er</sup> septembre 1990 ainsi que les appels logés avant cette même date par des directeurs de police qui ont été rétrogradés, suspendus ou destitués.

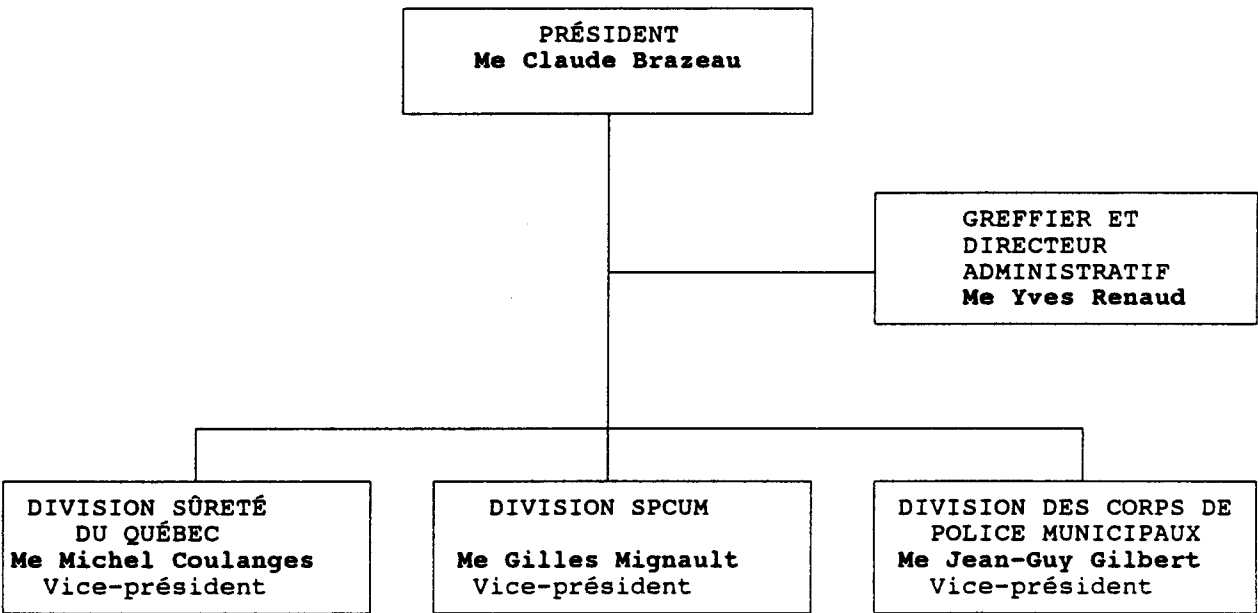
**Composition**

Le Comité de déontologie policière est un tribunal administratif spécialisé. Il comprend trois divisions:

- la Division de la Sûreté du Québec, qui prend connaissance et dispose d'une citation portée contre un membre de ce corps de police;
- la Division du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, qui prend connaissance et dispose d'une citation portée contre un membre de ce corps de police;
- la Division des corps de police municipaux, qui prend connaissance et dispose d'une citation portée contre un membre d'un corps de police municipal.

. Organigramme

COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE



. Sommaire des effectifs

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1	-	-
Membres	11	11	-	-
Cadres	-	-	-	-
Professionnels	2	2	-	-
Techniciens	2	2	-	-
Personnel de bureau	11	11	-	-
Agents de la paix	-	-	-	-
Ouvriers	-	-	-	-
Effectif régulier autorisé	27	27	-	-
Effectif total autorisé	27	27	-	-

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

PROGRAMME: 05 - Surveillance de la déontologie policière

ÉLÉMENT: 02 - Comité de déontologie policière

RESPONSABLE: Me Claude Brazeau, Président

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1- Fonctionnement-personnel</b>				
1- Traitements réguliers	1487,8	1495,1	(7,3)	(0,5)
2- Autres rémunérations				
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1487,8</b>	<b>1495,1</b>	<b>(7,3)</b>	<b>(0,5)</b>
<b>2- Fonctionnement-autres dépenses</b>				
3- Communications	224,6	208,7	15,9	7,6
4- Services	92,5	89,5	3,0	3,4
5- Entretien et réparation	6,8	6,5	0,3	4,6
6a- Loyers de la SIQ	645,9	594,3	51,6	8,7
6b- Autres loyers	7,0	13,5	(6,5)	(48,1)
7- Fournitures	15,0	17,0	(2,0)	(11,8)
8- Équipements	14,2	12,0	2,2	18,3
11- Autres dépenses	0,1	0,1		
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1006,1</b>	<b>941,6</b>	<b>64,5</b>	<b>6,8</b>
<b>4- Capital-autres dépenses</b>				
8- Matériel et équipement	17,0	15,0	2,0	13,3
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>17,0</b>	<b>15,0</b>	<b>2,0</b>	<b>13,3</b>
<b>5- Transfert</b>				
10- Transfert				
<b>13-Prêts, placements et avances</b>	4,0	4,0		
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2514,9</b>	<b>2455,7</b>	<b>59,2</b>	<b>2,4</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	27	27		
<b>Effectif total autorisé</b>	27	27		

## ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

## . Sommaire des crédits

	1994-1995	1993-1994	Variation \$ %	
Fonctionnement - personnel	1 487,8	1 495,1	(7,3)	(0,5)
Fonctionnement - autres dépenses	1 006,1	941,6	64,5	6,8
Capital	17,0	15,0	2,0	13,3
Transfert	-	-	-	-
Prêts, placements et avances	4,0	4,0	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 514,9</b>	<b>2 455,7</b>	<b>59,2</b>	<b>2,4</b>

## . Explication des écarts par super-catégories

**Fonctionnement - personnel : (7,3 K \$)**

La diminution de crédits est le résultat d'un réaménagement budgétaire entre super-catégories.

**Fonctionnement - autres dépenses : 64,5 K \$**

La hausse de crédits provient d'un ajustement à l'enveloppe du loyer S.I.Q. (51,6 K \$), de l'indexation des dépenses (7,3 K \$), et un réaménagement budgétaire en provenance d'autres super-catégories (5,6 K \$).

**Capital : 2,0 K \$**

La hausse de crédits est le résultat d'un réaménagement budgétaire en provenance de la super-catégorie "Fonctionnement-personnel".

Identification	Numéro	Titre
Programme	06	Sûreté du Québec
Élément	01-02	
Responsable	Robert Lavigne - Directeur général	

**MANDAT****MANDAT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

Le législateur québécois a défini en ces termes le mandat de la Sûreté du Québec :

«La Sûreté du Québec est, sous l'autorité du ministre de la Sécurité publique chargée de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans tout le territoire du Québec, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec, et d'en rechercher les auteurs...»

(L.R.Q. Chap. P-13, art. 39)

Ainsi, dans le cadre de son mandat légal, la Sûreté du Québec applique diverses lois fédérales sur le territoire québécois, dont principalement : le Code criminel, la Loi sur les aliments et drogues, la Loi sur les stupéfiants, la Loi sur les explosifs et la Loi sur la marine marchande du Canada.

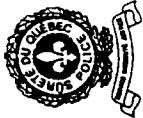
De même, elle est chargée de l'application de nombreuses lois québécoises, dont : le Code de la sécurité routière, la Loi sur l'assurance automobile, la Loi sur les loteries et courses, la Loi sur les explosifs, la Loi sur les agences de sécurité ou d'investigation, la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques, la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools.

Spécifiquement en matière de renseignements, l'article 39.1 de la Loi de police stipule ce qui suit :

«La Sûreté maintient un service central de renseignements ayant pour but de faciliter la détection du crime et le dépistage des auteurs et met ce service à la disposition des autres corps de police.»

Par ses services spécialisés, elle est aussi appelée à porter assistance aux services policiers municipaux, agissant ainsi en complémentarité avec ceux-ci.

En vertu de la Convention de la Baie-James et du nord québécois, la Sûreté du Québec assure la poursuite de l'organisation des services policiers chez les Cris de la Baie-James, les Inuit du nord québécois et les Naskapis.



# Sûreté du Québec

ROBERT LAVIGNE  
Directeur général

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Gilles Falardeau, inspecteur

SERVICE DES AFFAIRES  
PUBLIQUES

Robert Poëti, sergent

SERVICE DE LA VÉRIFICATION ET  
DU CONTRÔLE DE GESTION

Claude Chagnon, inspecteur-chef

SERVICE JURIDIQUE

Jean Manseau, avocat

## ADMINISTRATION

Louise Pagé  
Directrice générale associée

## SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

Marc Lizotte  
Directeur général adjoint

## ENQUÊTES CRIMINELLES ET SUPPORTS TECHNIQUES

Claude Quinn  
Directeur général adjoint

## PLANIFICATION ET TECHNOLOGIE

Gilles Saint-Antoine  
Directeur général adjoint

DIRECTION DES  
RELATIONS PROFESSIONNELLES

Denis Despeiteau, inspecteur

DIRECTION DES  
RESSOURCES FINANCIÈRES

Micheline Blache,  
cadre supérieure III

DIRECTION DES  
RESSOURCES HUMAINES

Jacques Trudel, inspecteur-chef

DIRECTION DES  
RESSOURCES MATÉRIELLES

Michel Carpentier, inspecteur  
(intérim)

DIRECTION DES  
RELATIONS COMMUNAUTAIRES

Serge Barbeau, inspecteur-chef

DIRECTION DES PERMIS  
ET DES ACTIVITÉS GÉNÉRALES

Pierre Vincent, capitaine

DIRECTION DES  
MESURES D'URGENCE

Jean-Paul Leduc, inspecteur-chef

DIRECTION DE  
LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Claude-Henri Gill, inspecteur-chef

DIRECTION DES  
RENSEIGNEMENTS CRIMINELS

Jean-Yves Sirois, inspecteur

DIRECTION DES ENQUÊTES ET  
DES RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ

Edouard Pigeon, inspecteur

DIRECTION DES  
ENQUÊTES CRIMINELLES

Bernard Arseneault, inspecteur

DIRECTION DES ENQUÊTES  
SUR LE CRIME ORGANISÉ

André Dupré, inspecteur-chef

DIRECTION DES  
SUPPORTS TECHNIQUES

Denis Giguère, inspecteur

DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET  
DES SYSTÈMES DE GESTION

Pierre Chevrier,  
cadre supérieur II

DIRECTION DE  
L'INFORMATIQUE

Gilbert Tremblay,  
cadre supérieur II

DIRECTION DES  
TÉLÉCOMMUNICATIONS

Réjean Beaucage, capitaine

DISTRICT (1)  
Bas-Saint-Laurent-  
Gaspésie

Jean Bernier,  
inspecteur

DISTRICT (2)  
Saguenay-  
Lac-Saint-Jean

Georges Boilard,  
inspecteur-chef

DISTRICT (3)  
Québec

Gaétan Nadeau,  
inspecteur-chef

DISTRICT (4)  
Trois-Rivières

Claude McManus,  
inspecteur

DISTRICT (5)  
Estrie

Patrice  
Vadeboncoeur,  
inspecteur

DISTRICT (6)  
Montréal

Jean-Pierre  
Gariépy,  
inspecteur-chef

DISTRICT (7)  
Outaouais

Guy Cadieux,  
inspecteur

DISTRICT (8)  
Abitibi-Témiscamingue  
et Nouveau-Québec

Antoine Beaucage,  
inspecteur

DISTRICT (9)  
Côte-Nord

André Béchette,  
inspecteur-chef

**ORGANISATION**  
**SOMMAIRE DES EFFECTIFS**  
*Selon livre des crédits 1994-1995*

<i>Sommaire des effectifs</i>				
	1994-1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Directeur général	1	1	0	0
Directeurs généraux adjoints	3	3	0	0
Officiers	162	163	(1)	(0,6)
Policiers	4214	4296	(82)	(1,9)
Administrateurs d'Etat	0	0	0	0
Cadres supérieurs	18	16	2	12,5
Cadres intermédiaires	14	15	(1)	(6,67)
Professionnels	112	110	2	1,82
Techniciens	120	121	(1)	(0,83)
Personnel de bureau	871	873	(2)	(0,23)
Agents de la paix	0	0	0	0
Ouvriers	26	26	0	0
Effectifs réguliers autorisés	5541	5624	(83)	(1,48)
Effectifs autorisés (réguliers & occ.)				
TOTAL	5612	5698	(86)	(1,51)

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

37

PROGRAMME: 06. SURETÉ DU QUÉBEC

RESPONSABLE: ROBERT LAVIGNE, DIRECTEUR GÉNÉRAL

SUPER-CATÉGORIES / CATÉGORIES	Crédits 1994-95	Crédits comparatifs 1993-94	Augmentations (Diminutions)	
	(000,\$)	(000,\$)	(000,\$)	%
FONCTIONNEMENT – PERSONNEL				
1 – Traitements	308 941.7	303 308.7	5 633.0	1.9
2 – Autres rémunérations	3 130.3	3 677.7	(547.4)	(14.9)
Sous-total	312 072.0	306 986.4	5 085.6	1.7
FONCTIONNEMENT – AUTRES DÉPENSES				
3 – Communications	15 596.2	16 448.1	(851.9)	(5.2)
4 – Services	5 324.3	6 954.6	(1 630.3)	(23.4)
5 – Entretien	7 077.4	6 623.0	454.4	6.9
3a – Loyers de la S.I.Q.	31 511.4	29 074.9	2 436.5	8.4
6b – Autres loyers	11 287.3	8 516.6	2 770.7	32.5
7 – Fournisseurs	11 462.0	13 551.2	(2 089.2)	(15.4)
8 – Équipement	1 626.3	827.9	798.4	96.4
11 – Autres dépenses	7 755.6	8 043.6	(288.0)	(3.6)
Sous-total	91 640.5	90 039.9	1 600.6	1.8
CAPITAL – AUTRES DÉPENSES				
8 – Équipement	12 781.5	12 518.6	262.9	2.1
Sous-total	12 781.5	12 518.6	262.9	2.1
TRANSFERT				
10 – Transfert	4 139.1	3 024.0	1 115.1	36.9
Sous-total	4 139.1	3 024.0	1 115.1	36.9
PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES				
13 – Avances	25.3	25.3	0.0	0.0
Sous-total	25.3	25.3	0.0	0.0
<b>TOTAL DU PROGRAMME 06</b>	<b>420 658.4</b>	<b>412 594.2</b>	<b>8 064.2</b>	<b>2.0</b>
EFFECTIFS				
Effectif régulier autorisé	5 541	5 624	(83)	(1.5)
Effectif total autorisé	5 612	5 698	(86)	(1.5)

Sommaire des crédits (en milliers de dollars)	1994 – 1995	1993 – 1994	Variation	
	\$	\$	\$	%
Fonctionnement – personnel	312 072.0	306 986.4	5 085.6	1.7
Fonctionnement – autres dépenses	91 640.5	90 039.9	1 600.6	1.8
Capital	12 781.5	12 518.6	262.9	2.1
Transfert	4 139.1	3 024.0	1 115.1	36.9
Prêts, placements et avances	25.3	25.3	0.0	0.0
TOTAL	420 658.4	412 594.2	8 064.2	2.0

FONCTIONNEMENT – PERSONNEL

CRÉDITS 1993 – 1994	306 986.4 K\$
. Indexation et coût de système – masse salariale des policiers	4 210.0
. Transfert de postes et crédits	295.0
. Divers ajustements	1 164.4
. Cible de compression de dépenses	(583.8)
Variation Totale :	5 085.6

CRÉDITS 1994 – 1995	312 072.0 K\$
---------------------	---------------

FONCTIONNEMENT – AUTRES DÉPENSES

CRÉDITS 1993 – 1994	90 039.9 K\$
. Réseau intégré de télécommunications policières	3 833.6
. Indexation	1 891.6
. Ajustement des loyers de la S.I.Q.	1 825.9
. Réalisation de la mesure de tarification des permis d'explosifs	301.6
. Nouvelles ententes autochtones – frais de gestion et formation	235.3
. Divers ajustements	172.6
. Cible de compression de dépenses	(6 660.0)
Variation Totale :	1 600.6

CRÉDITS 1994 – 1995	91 640.5 K\$
---------------------	--------------

CAPITAL

CRÉDITS 1993 – 1994	12 518.6 K\$
. Indexation	262.9
CRÉDITS 1994 – 1995	12 781.5 K\$

TRANSFERT

CRÉDITS 1993 – 1994	3 024.0 K\$
. Nouvelles ententes autochtones (Lac – Simon, Mani – Utenam, Obedjiwan)	1 098.5
. Indexation	16.6
Variation Totale:	1 115.1
CRÉDITS 1994 – 1995	4 139.1 K\$

Identification	Numéro	Titre
Programme	07	Administration
Élément	01	
Responsable	M. Jean-Marc Boily, sous-ministre	

MANDAT

Bureau du sous-ministre

Le Bureau du sous-ministre est chargé d'assister et de conseiller le sous-ministre dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées par la loi créant le ministère de la Sécurité publique et toutes les autres lois ayant des incidences sur la gestion du Ministère.

La Direction de l'inspectorat, en vertu de l'article 174 de la Loi sur l'organisation policière, a le mandat d'inspecter l'administration de la Sûreté du Québec et des autres corps de police ainsi que d'inspecter leurs activités, celles de leurs membres et des constables spéciaux. Les crédits nécessaires au déroulement de ces activités se trouvent au programme 05-03 «Inspectorat».

La Direction des affaires juridiques fournit les services juridiques sur toute matière relevant du ministère de la Sécurité publique, ce qui implique notamment de donner des opinions, de participer à l'élaboration de la législation et d'assurer le suivi des affaires contentieuses.

La Direction de la vérification interne assure la vérification de toutes les activités du Ministère en fonction de l'utilisation des ressources, de l'intégrité des informations, de la conformité, de l'efficience, de l'économie et des fonctions de gestion.

Le Bureau des plaintes assure le traitement des plaintes des citoyens, émet les recommandations nécessaires pour améliorer les services du Ministère et éviter la répétition des plaintes et, finalement, assiste les citoyens dans leurs recherches de renseignements ou de services.

La Direction des communications a un double mandat: celui-ci consiste, d'une part, à informer la population et certaines clientèles cibles sur les lois, les règlements et les réalisations du Ministère et, d'autre part, à offrir des services et des conseils en matière de communication aux gestionnaires et au personnel des directions générales du Ministère.

Identification	Numéro	Titre
Programme	07	Administration
Élément	01	
Responsable	M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé	

## MANDAT

### Direction générale de l'administration

Cette direction générale coordonne les dossiers à portée ministérielle, assiste et conseille les autorités du Ministère ainsi que l'ensemble de ses gestionnaires en matière d'organisation administrative et de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles. Elle fournit aussi des services en matière d'analyse et d'évaluation de programme. Elle met à la disposition de l'organisation un ensemble de services administratifs spécialisés en vue de faciliter la réalisation de la mission du Ministère et des missions respectives de ses différentes composantes.

Cette direction est composée des trois directions suivantes:

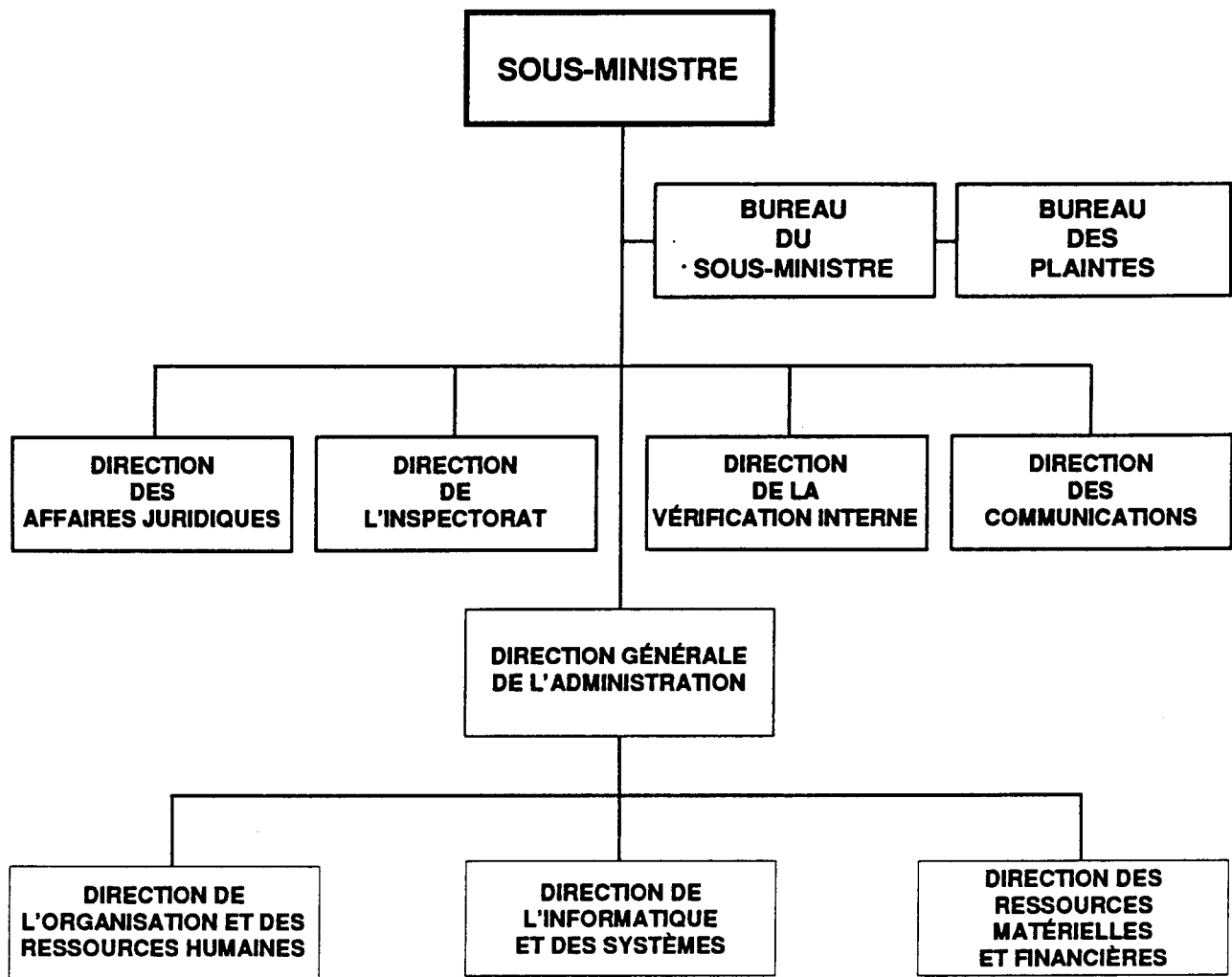
La Direction de l'organisation et des ressources humaines qui assiste et conseille les autorités et les gestionnaires en matière d'organisation administrative, de développement organisationnel, de gestion des ressources humaines et de conditions de travail des employés.

La Direction de l'informatique et des systèmes qui conseille la haute direction et les utilisateurs en vue d'une gestion optimale des technologies de l'information; elle propose un cadre de gestion ministériel et met en place les mécanismes nécessaires; elle assure une vision d'ensemble pour fins de cohérence ministérielle. Elle est responsable du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques, gère l'infrastructure technologique et est également responsable de l'élaboration des procédés et méthodes.

La Direction des ressources matérielles et financières qui coordonne les opérations des directions générales et des organismes qui relèvent du Ministre en matière de comptabilité, de gestion financière et de gestion des ressources matérielles. Elle assiste les gestionnaires en ces matières, s'assure de l'application au sein du Ministère du cadre réglementaire et conseille les autorités du Ministère dans la prise de décision, notamment en ce qui a trait à l'aspect budgétaire. Cette direction est chargée également de coordonner les travaux d'évaluation des programmes et de procéder, à la demande des autorités, à certains travaux de recherche et de planification.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	2	2	0	0,0
Cadres supérieurs	15	17	(2)	(11,8)
Cadres intermédiaires	4	3	1	33,3
Professionnels	99	98	1	1,0
Techniciens	51	53	(2)	(3,8)
Personnel de bureau	51	51	0	0,0
Agents de la paix	1	1	0	0,0
Ouvriers	5	5	0	0,0
Effectif régulier autorisé	228	230	(2)	(0,9)
Effectif total autorisé	229	233	(4)	(1,7)

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

42

PROGRAMME: 07 - Administration

RESPONSABLE: M. Jean-Marc Boily, sous-ministre  
M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé à l'administration

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Fonctionnement-personnel</b>				
1 - Traitements réguliers	11 557,1	11 522,7	34,4	0,3
2 - Autres rémunérations	57,9	143,2	(85,3)	(59,6)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>11 615,0</b>	<b>11 665,9</b>	<b>(50,9)</b>	<b>(0,4)</b>
<b>2 - Fonctionnement-autres dépenses</b>				
3 - Communications	1 507,2	1 313,6	193,6	14,7
4 - Services	969,8	1 456,1	(486,3)	(33,4)
5 - Entretien et réparation	255,0	336,9	(81,9)	(24,3)
6a - Loyers de la SIQ	4 934,0	4 643,5	290,5	6,3
6b - Autres loyers	54,1	61,6	(7,5)	(12,2)
7 - Fournitures	306,7	295,5	11,2	3,8
8 - Équipements	118,4	147,0	(28,6)	(19,5)
11 - Autres dépenses	160,5	247,7	(87,2)	(35,2)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>8 305,7</b>	<b>8 501,9</b>	<b>(196,2)</b>	<b>(2,3)</b>
<b>4 - Capital-autres dépenses</b>				
8 - Matériel et équipement	145,7	448,2	(302,5)	(67,5)
<b>5 - Transfert</b>				
10 - Transfert	171,4	171,4	0,0	0,0
<b>13 - Prêts, placements et avances</b>				
	10,0	10,0	0,0	0,0
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>20 247,8</b>	<b>20 797,4</b>	<b>(549,6)</b>	<b>(2,6)</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	<b>228</b>	<b>230</b>	<b>(2)</b>	<b>(0,9)</b>
<b>Effectif total autorisé</b>	<b>229</b>	<b>233</b>	<b>(4)</b>	<b>(1,7)</b>

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	11 615,0	11 665,9	(50,9)	(0,4)
Fonctionnement-autres dépenses	8 305,7	8 501,9	(196,2)	(2,3)
Capital	145,7	448,2	(302,5)	(67,5)
Transfert	171,4	171,4	0,0	0,0
Prêts, placements et avances	10,0	10,0	0,0	0,0
TOTAL	20 247,8	20 797,4	(549,6)	(2,6)

. Explication des écarts significatifs par super-catégorie

**Fonctionnement-personnel: (50,9 k\$)**

Cette diminution résulte de divers facteurs, dont l'effet combiné d'une compression de six effectifs (388,5 k\$) et du transfert de deux effectifs en provenance du ministère des Finances et de la Commission de la protection de la langue française (115,7 k\$), pour une réduction nette de quatre effectifs. Elle s'explique également par un réaménagement budgétaire au bénéfice de la super-catégorie «Fonctionnement-autres dépenses» (69,5 k\$). Ces réductions sont compensées en partie par une augmentation de 291,4 k\$ du montant alloué à titre de masse salariale pour le personnel du cabinet, telle qu'autorisée par le Conseil du trésor en vertu du CT 184559 du 8 février 1994.

**Fonctionnement-autres dépenses: (196,2 k\$)**

La diminution observée à cette super-catégorie résulte de diverses mesures de réduction de dépenses totalisant 889,8 k\$ reliées principalement à un ralentissement du développement informatique ainsi qu'à un transfert de crédits vers le ministère de la Justice, également relié à l'informatique (71,0 k\$). Ces réductions sont toutefois compensées en partie par un ajout de crédits de 546,7 k\$ pour les loyers SIQ, par un transfert de crédits de l'Office des ressources humaines de 40,6 k\$ pour la gestion des paies (SAGIP), par un réaménagement budgétaire de 95,5 k\$ en provenance des autres super-catégories de dépenses et finalement par une augmentation de 81,8 k\$ pour l'application des paramètres d'indexation.

**Capital: (302,5 k\$)**

Cette diminution résulte de l'application de diverses mesures de compression budgétaire (285,9 k\$), qui amènent principalement un ralentissement du développement informatique. Elle s'explique également par un réaménagement budgétaire au bénéfice de la super-catégorie «Fonctionnement-autres dépenses» (26,0 k\$) et par une augmentation de 9,4 k\$ pour l'application des paramètres d'indexation.

Identification	Numéro	Titre
Programme	05	Inspectorat
Élément	03	
Responsable	Jean-Marc Boily, sous-ministre	

**MANDAT**

En vertu de l'article 174 de la Loi sur l'organisation policière et dans le but de favoriser l'efficacité des services policiers au Québec, le Ministre de la Sécurité publique assure un service général d'inspection de l'administration de la Sûreté du Québec et des autres corps de police ainsi que de leurs activités et de celles de leurs membres et des constables spéciaux.

Il est aussi prévu à l'article 179 de la loi que le Ministre peut, par écrit, autoriser une personne autre qu'un membre de son personnel à faire une inspection et à lui faire rapport.

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

45

PROGRAMME: 05

ÉLÉMENT: 03    Inspectorat

RESPONSABLE: M. Jean-Marc Boily, sous-ministre

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
1 - Fonctionnement-personnel				
1 - Traitements réguliers				
2 - Autres rémunérations				
SOUS-TOTAL				
2 - Fonctionnement-autres dépenses				
3 - Communications				
4 - Services	293,1	300,0	(6,9)	(2,3)
5 - Entretien et réparation				
6a - Loyers de la SIQ				
6b - Autres loyers				
7 - Fournitures				
8 - Équipements				
11 - Autres dépenses				
SOUS-TOTAL	293,1	300,0	(6,9)	(2,3)
4 - Capital-autres dépenses				
8 - Matériel et équipement				
5 - Transfert				
10 - Transfert				
13 - Prêts, placements et avances				
GRAND TOTAL	293,1	300,0	(6,9)	(2,3)
Effectif régulier autorisé				
Effectif total autorisé				

## ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION

## . Sommaire des crédits

## Inspectorat

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel				
Fonctionnement-autres dépenses	293,1	300,0	(6,9)	(2,3)
Capital				
Transfert				
Prêts, placements et avances				
TOTAL	293,1	300,0	(6,9)	(2,3)

## . Explication des écarts par super-catégories

Fonctionnement - autres dépenses: (6,9\$)

Cette diminution résulte de compressions budgétaires.

Identification	Numéro	Titre
Programme	08	Sécurité civile
Élément	01	
Responsable	Michel Noël de Tilly, sous-ministre associé	

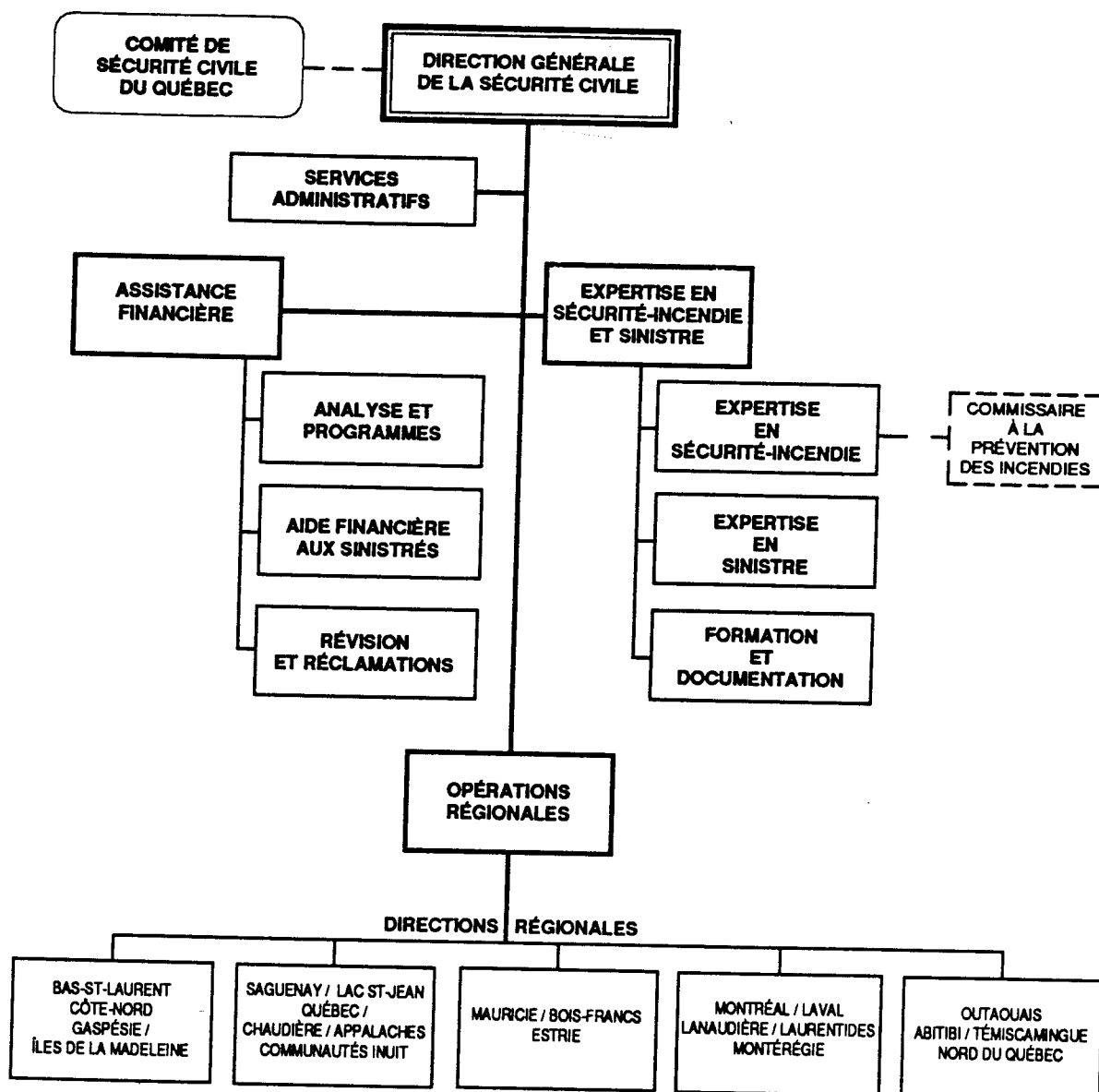
**MANDAT**

La mission de la Direction générale de la sécurité civile est de s'assurer de la mise en place de mesures et activités qui tendent à éviter qu'un événement portant atteinte à la sécurité d'une personne et causant des dommages aux biens ne se produise ou, le cas échéant, qui tendent à en réduire les effets et qui permettent un retour à la vie normale. L'essentiel de cette mission se traduit par des activités d'expertise, de coordination et d'assistance financière qui peuvent s'exercer avant, pendant ou après un sinistre que celui-ci soit d'envergure locale, régionale ou provinciale. La Direction générale administre à cette fin deux importantes lois :

- Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., c. P-38.1);
- Loi sur la prévention des incendies (L.R.Q., c. P-23).

La Direction générale de la sécurité civile assume sa mission par l'entremise d'unités administratives exerçant principalement des fonctions de prévention et d'expertise dans les domaines de la sécurité incendie et des sinistres, de coordination d'intervention lors de catastrophes et finalement d'assistance financière.

## . Organigramme



## . Sommaire des effectifs

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	1		
Cadres supérieurs	8	9	(1)	(11,1)
Cadres intermédiaires	3	3		
Professionnels	70	73	(3)	(4,1)
Techniciens	13	12	1	8,0
Personnel de bureau	36	37	(1)	(2,7)
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	131	135	(4)	(2,0)
Effectif total autorisé	136	141	(5)	(3,0)

## SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

PROGRAMME: 08 - Sécurité civile

ÉLÉMENT: 01

RESPONSABLE: Monsieur Michel Noël de Tilly, sous-ministre associé

Super-catégorie et catégorie	Crédits 1994-1995	Crédits 1993-1994	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Fonctionnement-personnel</b>				
1 - Traitements réguliers	6 060,1	6 117,2	(57,1)	(0,9)
2 - Autres rémunérations	330,4	355,0	(24,6)	(6,9)
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>6 390,5</b>	<b>6 472,2</b>	<b>(81,7)</b>	<b>(1,3)</b>
<b>2 - Fonctionnement-autres dépenses</b>				
3 - Communications	738,9	1 087,8	(348,9)	(32,1)
4 - Services	253,3	222,8	30,5	13,7
5 - Entretien et réparation	40,0	35,0	5,0	14,3
6a - Loyers de la SIQ	453,1	386,1	67,0	17,4
6b - Autres loyers	39,8	50,0	(10,2)	(20,4)
7 - Fournitures	70,4	80,0	(9,6)	(12,0)
8 - Équipements	17,0	15,0	2,0	13,3
11 - Autres dépenses	2,0	2,0	-	-
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 614,5</b>	<b>1 878,7</b>	<b>(264,2)</b>	<b>(14,1)</b>
<b>4 - Capital-autres dépenses</b>				
8 - Matériel et équipement	70,0	70,0	-	-
<b>5 - Transfert</b>				
10 - Transfert	3 547,8	2 964,8	583,0	19,7
<b>13 - Prêts, placements et avances</b>				
	4,0	4,0	-	-
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>11 626,8</b>	<b>11 389,7</b>	<b>237,1</b>	<b>2,1</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	<b>131</b>	<b>135</b>	<b>(4)</b>	<b>(2,0)</b>
<b>Effectif total autorisé</b>	<b>136</b>	<b>141</b>	<b>(5)</b>	<b>(3,0)</b>

## ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

## . Sommaire des crédits

	1994-1995	1993-1994	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	6 390,5	6472,2	(81,7)	(1,3)
Fonctionnement-autres dépenses	1 614,5	1 878,7	(264,2)	(14,1)
Capital	70,0	70,0	-	-
Transfert	3 547,8	2 964,8	583,0	19,7
Prêts, placements et avances	4,0	4,0	-	-
TOTAL	11 626,8	11 389,7	237,1	2,1

## . Explication des écarts par super-catégorie

**Fonctionnement - personnel : (81,7 k\$)**

La diminution observée à cette super-catégorie résulte de l'effet combiné de l'application du plan de réduction des effectifs (161,4 k\$), d'un transfert d'un effectif en provenance du Secrétariat du Conseil du trésor - Services gouvernementaux (42,7 k\$), d'un transfert d'un effectif en faveur d'un autre programme du ministère (54,9 k\$) et d'un réaménagement budgétaire de 91,9 k\$ en provenance de la super-catégorie "Fonctionnement autres-dépenses".

**Fonctionnement-autres dépenses : (264,2 k\$)**

La diminution des crédits à cette super-catégorie résulte d'une réduction importante des sommes réservées aux communications (209,3 k\$), d'un transfert en faveur d'un autre programme du ministère (30,0 k\$), d'un réaménagement budgétaire en faveur de la super-catégorie "Fonctionnement-personnel" (91,9 k\$) et finalement d'une hausse de 67,0 k\$ de l'enveloppe des loyers SIQ.

**Transfert : 583,0 k\$**

Cet écart positif résulte principalement d'une augmentation de 593,0 k\$ à l'enveloppe des crédits permanents accordée pour couvrir la projection des dépenses prévues dans les différents programmes d'assistance financière autorisés à ce jour.

NOTE: Abstraction faite de l'ajustement aux crédits de transfert destinés aux programmes d'assistance financière, le programme 08 afficherait une diminution de crédits de 355,9 k\$, soit (3,1%).